

La lettre à
LOLU



12 pages
3€

Verre
brisé.
**Les
boutiquiers
victimes
n'ont pas tant
souffert** p. 8

Hé ben dis donc !

irrégulomadaire satirique N° 94-95, décembre 2016

PAS DE QUARTIER pour les prolos !

La ville enrichie chie sans chichis sur ses pauvres. À l'ouest, HLM à détruire pour les « ingérables ». Au centre, HLM à restructurer avec tri délibéré pour le retour dans les murs. Partout, parkings gratuits qui passent payants au pied des HLM. Les offensives se multiplient contre les « économiquement faibles ». La gentrification par petites touches.

► page 2



Pariétalement Les capuches font pleurer les mômes

Le stade de foot, du tir du droit à la zone de non droit.

CACHEZ ces fanatiques dissimulateurs de pariétaux et occipitaux que nous ne saurions voir. Hein, quoi? On parle des incidents au stade de foot le 5 novembre dernier. Des supporters mécontents contre les dirigeants du FC Nantes ont envahi la tribune présidentielle. Bousculades, flics. Expert en évaluation des risques et en criticité des dangers imminents, le président du club, Waldemar Kita analyse la menace: « *Comme ils m'ont insulté pendant 90 minutes, c'est sûr qu'ils voulaient la peau de la direction.* » C'est sûr. Sa peau. Comme dans les films, la police exfiltre la famille Kita, père et fils. « *Des CRS sont également intervenus en tribunes pour repousser à coups de matraques quelques dizaines d'individus cachés sous leurs capuches* », note la dépêche AFP. La capuche, vestimentairement parlant, ne peut cacher que la nuque, l'occiput, les pariétaux et les deux oreilles. On ne voit pas en quoi cette option vestimentaire serait en soi menaçante voire délinquante, sauf bien sûr pour masquer sa calvitie aux hélicoptères. Sur les photos, on voit bien les visages des supporters en pétard. Mais ils sont désignés comme « *encapuchonnés* » par France 3 et RFI, alors que *Ouest-France* les a fait passer de l'encapuchonnement dans l'article au cagoulage dans le titre. Ils sont devenus « *cagoulés* » dans *L'Équipe*, *Le Figaro*, BFM, Foot01.com, Francetvsport et *20 Minutes*. Délit! Infamie! Lâcheté réhébitorie! Au bain! La presse flotte quant aux qualificatifs: Kita est « *chahuté* » dans *Ouest-France*, « *insulté et menacé* » pour topmercato.com, cible d'une « *irruption pour invectiver la loge présidentielle* » selon francetvsport. En tous cas, ça crée du traumatisme, souligne l'ex-entraîneur nantais René Girard: « *Ce n'est pas le football, ça. Il y a des enfants dans les tribunes... Même s'il n'y a rien de méchant, j'ai vu un papa avec sa petite, tout en pleurs en bas du terrain, ce n'est pas des choses qu'on veut voir.* » Il faudrait vraiment fournir des capuches absorbantes aux gamins, qu'ils puissent pleurer sans tremper la pelouse. ■



Hache élémentaire Gare-toi d'la !

Parking payant: le pa-pa attaque aux pieds des HLM.

Les parkings des logements sociaux à la va comme j'y te gare, c'est fini. Faut ce qu'il faut, mais faut de l'ordre et le petit peuple zinguera. Nantes Habitat entend donc d'attribuer nominativement une place de stationnement aux locataires mais seulement à ceux qui paieront pour. Pour les autres, la barrière ne s'ouvrira plus. Les télécommandes remises lors des états des lieux en début de bail seront désactivées. Les places non attribuées seront proposées à des riverains bankables. Un petit business voit le jour. La fronde atteint Le Clos-Toreau et le quartier des Olivettes, les ensembles Le Carrousel, Rieux et Crucy, et la cité Pitre-Chevalier. Les Dervallières aussi où des familles d'handicapés doivent désormais payer pour stationner.

Racket de bas étage

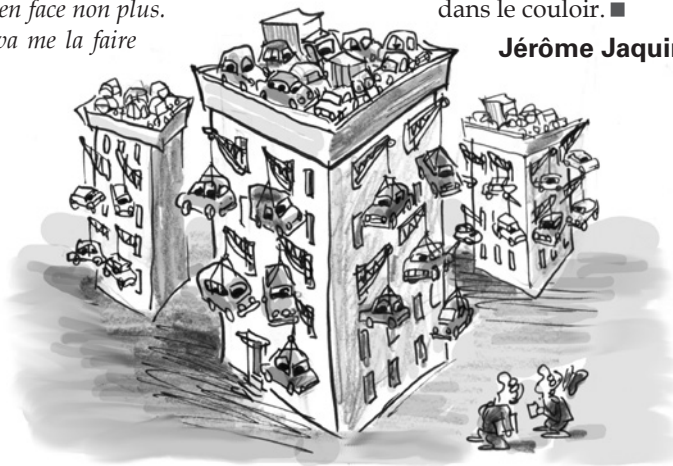
Le tarif de la place en plein air est de 8€ par mois hors charges, et de 15€ en sous sol. Une deuxième place de parking: ce sera 40€! Sauf que l'impact sur la taxe d'habitation n'est pas calculé. Interpellés sur un bout de bitume au bas de l'ensemble Le Carrousel, des cadres de Nantes Habitat ont ouvert des yeux tout ronds. Il n'y avaient pas pensé. Et l'APL, Aide personnalisée au logement, ne couvre pas une dépense de parking. Mis devant le fait accompli, les locataires l'ont mauvaise. Bizarrement, il n'est prévu aucun avenant à leur bail, qui intègre bien une ligne «stationnement» mais vide de tout renseignement ou tarif lors de la signature du bail. «Il y a aussi une ligne "terrasse" sans rien en face non plus. On va me la faire

payer, alors?» demande une habitante de l'ensemble Carrousel. Ce passage du gratuit au payant? Un vide juridique, selon les juristes consultés par les locataires en pétard. Pour ces bénéficiaires de logement social qui garaient gratuitement leur voiture au pied de chez eux depuis parfois plus de vingt ans, ça passe pour du racket. Mais bon, sous prétexte que ça ne peut pas payer l'ISF, faut toujours que ça râle. Depuis une loi de 1998, le bail du parking est disjoint de celui du logement, les locataires pouvant choisir. Mais à Nantes Habitat, les baux signés jusqu'ici ne disaient rien des parkings, même si un bip a été attribué aux locataires pour faire ouvrir les barrières depuis leur voiture.

Trop plein d'arguments

D'un ensemble à un autre, les arguments varient pour imposer le stationnement payant. Aux Dervallières, les parkings souterrains ne trouvent pas preneur. Au Clos-Toreau, ce serait pour éviter le déversement du trop plein des parkings-relais, bondés au bout de la ligne du busway. Dans le quartier des Olivettes, il faudrait «permettre de sécuriser davantage cet espace», mais les locataires ne pigent pas l'argument: qu'ils paient ou pas, quel serait le plus, question sécurité? Ailleurs, l'extension du domaine des parcmètres aurait fait squatter les places gratos au pied des HLM. Le stationnement payant génère plus de stationnement payant, en somme. En taxant les gens aux revenus les plus modestes... Reste plus qu'à stationner sa Peugeot dégingluée au sixième étage dans le couloir. ■

Jérôme Jaquinne



Précarisme Vertou fait peuple

La banlieue chic envahie par les gueux. Un tout petit peu.

VERTOU, une des bourgades plus réfractaires à subir d'insupportables pauvres sur sa commune, se fait coincer par la loi SRU qui l'oblige à avoir 25% de logements sociaux. En 2010, Vertou, hou hou, était lanterne rouge de l'agglomération avec seulement 5,3% de HLM. Fin 2015, un peu moins pire, 7,74%. Mais loin du compte, Vertou choisit l'amende (on dit officiellement «arrêté de carence», ça fait moins coercitif). Le Vertavien propre sur lui préfère payer que de devoir désinfecter les chapeaux de roues de son 4x4 souillé par

l'haleine du miséreux commun, perfide instigateur de la décote immobilière des nantis. Mais c'est fini tout ça: «Vertou. Logements sociaux: "La ville fait des efforts"» (Ouest-France, 29/09). Des efforts? Un stade vendu à un promoteur pour y planter 21 maisons. Mais le Vertavien de souche est sauvé: «Le maire précise que ce projet comportera bien des logements sociaux.» Pluriel? Donc au moins deux sur 9869 logements à Vertou (recensement de 2013). Pourvu que ces 0,02% d'efforts ne grèvent pas le trésor communal. ■



Merci Bernard d'hier

Dehors les tire-au-cul-de-sac

Nantes métropole a commandé le bulldozer à ratiboiser les pauvres, à Saint Herblain.

CUL-DE-SAC en bordure de périphérie, la cité de La Bernardière, à Saint-Herblain, est créée en 1984 pour des familles pauvres, sorties des baraques du «camp Blanchard» de l'après-guerre. Le bailleur Habitat 44, la ville et Nantes Métropole ont décidé de déloger les relogés de la cité de logement. Et de détruire les 49 pavillons de ce village urbain. Les habitants? Pas consultés. Le 29 mars 2015, le maire PS Bertrand Affilé lâche en réunion publique: «On ne demande pas aux habitants s'ils sont d'accord pour partir puisqu'ils ne seront pas d'accord...». Pourquoi perdre du temps contre-productif avec les états d'âme de gens qu'on expulse de force? Et tant pis pour le baratin: «La place des habitants est déterminante pour la réussite du projet», «la concertation au cœur du projet: la méthode pour construire le grand Bellevue s'appuie sur la coconstruction» et Johanna Rolland déclarant, «reconnaître la valeur de la parole des habitants a été au cœur de l'installation même du projet»⁽¹⁾.

Bouge dehors !

Réalisé par des sociologues en 2011, un «diagnostic social» dit la double

mise à l'écart, géographique et sociale de ces locataires de La Bernardière. Mais paraît qu'ils sont ingérables, et méchants: le 3 novembre dernier, en réunion publique sur le Grand Bellevue (restructuration englobant Nantes et Saint-Herblain), l'élue à la politique de la ville Myriam Naël⁽²⁾ a quasi justifié qu'on s'en débarrasse en lâchant qu'ils l'avaient insultée. C'est sûr, en juin 2015, quand elle leur assène que leur village va être rasé, l'élue ne croule pas sous les mercis. La même Myriam dénonce pourtant, la main sur le cœur, le «discours condescendant en direction de la population aux revenus modestes (...) Chacun doit être persuadé que l'autre est aussi respectable que soi»⁽³⁾. Pour respecter les gens de Bellevue, Myriam assure «prendre en compte non pas uniquement leur avis, mais bien leurs propositions, leurs revendications...». Autre reproche, la vie «en vase clos» (ben, c'est un cul de sac...): «J'ai l'impression que ce village est devenu la chose des habitants» soupire Bertrand Affilé.⁽⁴⁾

Bull immobilier

Avec tant de si bonnes raisons, il ne reste qu'à les rayer de la carte! Pour le bien urbain, les bulldo-

zers vont désenclaver le quartier, diversifier l'habitat, éradiquer la paupérisation et les conflits de voisinage. En avril 2016, un collectif de soutien se crée autour de ce «village à défendre».

Comme le bailleur Habitat 44 a la fibre sociale, il a pondu une charte de relogement en écartant ces pauvres bougres, façon puzzle, relégués à Saint-Mars-La-Jaille, Thouaré, Saint-Père-en-Retz, Sainte-Luce et même ND des Landes (c'est tendance)... Avec parfois moins de 48 heures pour se décider à signer. À chaque départ, parpaings et plaques métalliques murent les accès aux maisons. Une dizaine de familles a dû accepter de partir, mais certaines veulent à tout prix revenir là où elles ont toujours vécu. Des ingérables, on vous dit. ■

Georges-Eugène Osmane

⁽¹⁾ www.grandbellevue-nantes-saintherblain.fr/la-concertation/

⁽²⁾ 23^e adjointe de Nantes, cooptée à la métropole, administratrice à Nantes habitat, présidente de l'École de la 2^e chance, ex-militante de la Confédération syndicale des familles.

⁽³⁾ Ouest-France, 29 décembre 2014.

⁽⁴⁾ Ouest-France, 15 mai 2015.

Bail bail

Dégage, on aménage

Une petite cité HLM du centre, un programme de déménagement sans ménagements.

LA Cité Pitre-Chevalier, 60 logements HLM construits en 1955 est menacée de «requalification». Bien sûr, l'office HLM jure ses grands dieux qu'il ne veut virer personne, que c'est pour leur bien mais que l'isolation, l'humidité, tout ça, on ne peut pas rester sans rien faire. Une étude préconise la restructuration lourde des cinq immeubles existants en ne gardant que les murs et les planchers. Outre la démolition reconstruction, l'opération prévoit l'ajout de 20 logements neufs «de qualité» en accession à la propriété, de nouveaux commerces et le déplacement d'une crèche. Le parc sera retapé et «un parking semi-enterré pour l'ensemble des logements» créé.

Ni retour ni consigne

«L'étude a été faite sans dire aux habitants. La mayonnaise participative citoyenne coconstruction, c'est de la démocratie Potemkine», grogne un locataire. D'autant que l'étude prévoit «le départ des habitants durant les travaux (2018-2020) avec un retour sur site possible dans un nouvel appartement en 2020». Retour «possible», mais pas garanti... «Si

c'est plus cher, on sera beaucoup à ne pas pouvoir suivre. Beaucoup de personnes âgées seules sont traumatisées à l'idée de partir. Une dame, veuve de 90 ans, le prend très mal: elle pensait mourir ici, note un habitant un peu remonté. Le truc de "mixité sociale", en fait c'est évacuer les loquedus vers la périphérie tout en sélectionnant ceux qui méritent de vivre dans le centre ville. On m'a proposé plus petit, moins bien situé, plus cher et sans cave. En me disant: si vous n'acceptez pas, au bout de trois refus, c'est bail résilié d'office et expulsion...»

Tri social

Vu du montant du loyer à venir, c'est le grand flou. Des locataires ont vu un avocat et estimé la hausse jusqu'à près de 80% des loyers actuels. Un logement à 470€ charges comprises, passerait à 780€, plus le parking, et les dépenses des plaques électriques pour la cuisine... La «charte de relogement» parle d'une enveloppe de 1600€ pour une personne seule (2600€ si elle a deux enfants), censée couvrir le coût des déménageurs, la réinstallation, et «une éventuelle augmentation de loyer». Mais quant à revenir

dans la cité Pitre Chevalier après travaux, «aucune aide n'est prévue pour le retour sur le site». Ce qu'on appelle pousser dehors avec un coup de pouce à sens unique. Départ subventionné, retour à vos frais, ça sent l'embrouille, le tri social. «On nous dit que la cité communale va être "revalorisée": virer les classes populaires, c'est de la gentrification. Et avec ça, main basse sur la ville...» La mairie a vendu le patrimoine communal au groupe CIF (Construction immobilière familiale) qui gère déjà les loyers et sera propriétaire en 2018.

«On nous dit "Vous avez de la chance d'être relogés", mais on n'a rien demandé! On nous dit carrément qu'on doit "transformer un drame en une chance"... On nous dit qu'on doit être "acteurs de notre parcours résidentiel", mais pour aller là où on n'a pas choisi, dans des logements qu'on n'a pas vus. En fait, on est spectateurs, et on est censés applaudir.» Si le populo n'est pas bon public, il suffit de pré-enregistrer les applaudissements. Au troisième refus, expulsion du sitcom. ■

Jean Veanjal

mais tu disais que ça allait cartonner...



chérie, je vends ma start-up

nooon?
si!



l'appli mobile #juniversitédété duPSanantes a vu tout son marché s'écrouler



ah ouais, forcément



mais, t'inquiète je vais rebondir

www, sboing.net?



je lance l'appli mobile < garde mobile t'fais pas d'bile >

le concept: quel que soit l'événement: sécurité ++ !

barbecue entre beginners frondeurs du Medef...

Colloque d'artisans de la fusion référendum co-adapté/49.3 co-imposé

After work entre pionniers de la co-construction 2.0 socio-démocrate de progrès en mieux

groupe co-collaboratif en cluster interconnecté aux fablabs de crowd-funding à basculement vertical concerné



en un clic hors coût de connexion data tarifée, t'as deux compagnies de robocops dans la rue adjacente



avec des grenades incapacitantes éco-friendly connectées

tu régles les dosages avec un community manager et des amis qui te likent sur un cloud inter-acteurs du territoire



j'ai aussi un concept à prototyper

une appli immobile... over-innovante

une carte des supermarchés qui utilisent des sacs plastique le dimanche



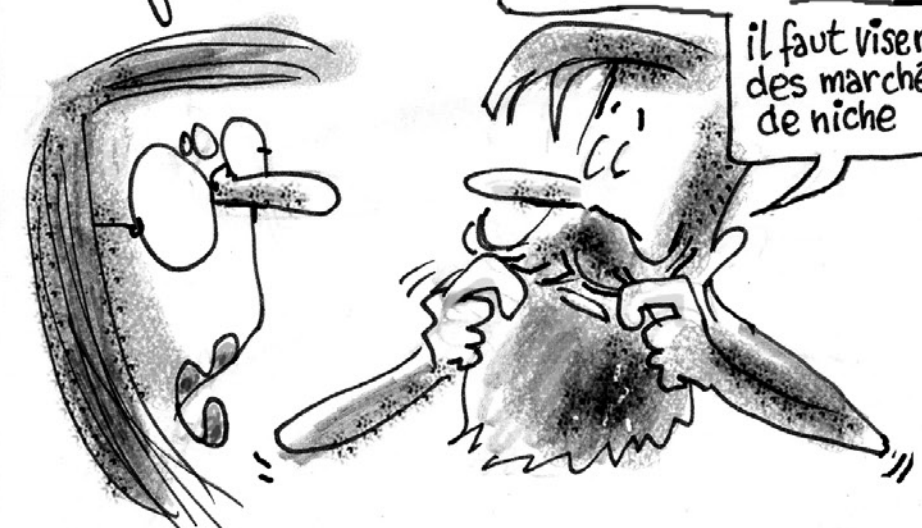
pourquoi le dimanche?

marketing et benchmarking ma chère...

il faut viser des marchés de niche

mais si on me pique l'idée, chuis carrément foutu...

tu pourrais toujours écrire un best seller: "Suicide la tête dans un sac du dimanche avec benchmarking des circuits courts en approche résiduelle"





Dégâts data

Feu à volonté numérique

La cantine numérique en fumée crée l'extension des domaines de l'émotion et de l'indifférence, c'est selon.

La communauté numérique et la guilde des coarqueurs (*coworkers* en français dans le texte) sont en deuil depuis le 20 novembre. Mais alléluia, un «formidable élan de solidarité» (20 Minutes, France Bleu, Ouest-France, Presse-O, France 3, etc.) de coins de bureau, de mètres carrés d'*open spaces*, et de salles prêtées aux 80 sinistrés s'est répandu sur les réseaux sociaux comme une traînée de poudre. Une belle camaraderie de classe, et une «belle histoire» pour la presse. On évoque la perte dramatique de «précieux souvenirs», trois bouteilles de champagne vides de l'arrivée aux Sables d'Olonne de skippers du Vendée Globe, conservées comme des fétiches par l'agence de com Windreport. On retient difficilement ses larmes. «Consternation», «choc», «émotion», «solidarité»: la presse transforme le fait divers en une épopée de compassion pétrie d'humanité. Curieusement, les mêmes mots n'apparaissent pas du tout le surlendemain, quand la police expulse de force plusieurs dizaines de migrants, réfugiés, demandeurs d'asile

ou déboutés, mineurs, adultes, du presbytère de Doulon. Hormis une poignée de militants, aucun grand élan, ni élan tout court, de la communauté sédentaire pour reloger chez soi ces 76 Soudanais, Erythréens et autres «Blacks» réduits à de simples et banals occupants illégaux par le communiqué commun de la préfecture, la ville de Nantes et l'évêché.

Mais sinon, Johanna Rolland est virtuellement affectée. Sa belle vitrine numérique est passée à l'état de cendres. Et comme elle mise toute sa com sur l'innovation startupeuse, c'est comme si on avait cramé les bijoux de la couronne.

De quoi gâcher le dimanche soir purée-jambon de la bourgmestre Johanna Rolland, qui a dû dire vite fait que la ville travaillait «à des propositions pour accompagner cet écosystème majeur et acteur très important de l'économie nantaise», en remerciant les pompiers. Mais on ne l'a pas beaucoup entendue quand, en l'an 840, les Normands ont pillé et incendié la cathédrale de Nantes. Les historiens n'y ont vu que du feu. ■

Steve Jobard

Silly-con vallée

Le startupisme pour les nuls

La création à la con est en vogue, pour déconner ou pour très sérieux. Modèles nantais.

N'IMPORTE nawack, connerie en barre, bidules à la con. Une réunion de geeks a parodié les hackatons, ces week-ends à phosphorer et produire des machins technologiques à l'utilité parfois douteuse. Poussant le bouchon, le hackacon⁽¹⁾ assume les créations absurdes: paire de steaks connectés avec diodes en couleur; application qui prévient quand vous devez aller pisser; appli qui signale quand vous tenez votre smart phone en main; imprimante 3D sculptant n'importe quoi avec du fromage; sablier faisant le décompte des heures avant la ménopause; application bloquant tous les contenus du web sauf les pubs; service de smartphone qui dit ce que vous lisez quand vous lisez un livre; bondage sado-maso pour plantes vertes en suspension; gâteau remplaçant la farine par un médicament anti-acide vendu pour un soulagement rapide des brûlures d'estomac; ou application pour appareil photo qui ne prend de photo que quand il est vigoureusement secoué. Ça, c'était aux États-Unis. À Nantes, les organisateurs ont proposé des thèmes: «Endettons nos enfants; La réalité virtuelle pour les animaux; Drones et existentialisme; Connecté et comestible; L'uberisation des problèmes gastriques; Le communisme, c'est quand même bien; Afterworks et sacrifices rituels», ou encore «L'é-réputation de Taylor Swift en tant qu'artefact de la déconstruction du spleen baudelairien dans une société soumise aux transformations du post-modernisme.»

L'inventivité nantaise a accouché d'un détecteur d'érection, d'un «extrudeur fécal» pour esthétiser ses selles en jolies formes de trèfle ou de churros, d'une boîte de pop-corn qui s'allume quand on pioche dedans ou encore un robot traducteur pour rédiger des lettres de motivation bour-

rées de mots obscènes et d'injures graves.

Paveton diffusion

Mais bon, tout ça, c'est pour déconner. En revanche, lire la presse permet de dénicher une vraie idée vraiment commercialisée: le pavé de Paris en granit véritable, vendu 60€ pièce, «livré avec un certificat d'authenticité, numéroté»⁽²⁾. La vraie start up de Margaux Sainte-Lagüe en a très sérieusement acheté cinq tonnes à la mairie de Paname. Elle envisage même une édition spéciale: «Le pavé est recouvert d'or avec une peinture de restaurateur d'oreur.»

Cause toujours, je touite

Quelques jours plus tard, nouvelle perle, trois colonnes pour présenter l'application Beekast que trois Nantais fûtés développent avec déjà vingt salariés, et 2,7 millions d'apport misé par des capital risqueurs. Le capitalisme est à l'affût de la moindre couillonnade si ça peut rapporter du *gross operating profit*. L'idée géniale: via son smart phone, l'appli «permet à tout le monde de poser une question, même au plus timide»⁽³⁾, lors d'une réunion de travail, un séminaire, une session de formation, une conférence, un cours de fac, même si «les enseignants sont les plus difficiles à convaincre». Puisque tout un chacun a déjà tout le temps le

nez dans son écran portatif, que tout un machin y reste. Comble de la modernité, on peut «aussi interagir en passant par Twitter ou en envoyant des SMS» au gusse qui est à cinq mètres de soi et qui lui, diffuse des nuages de mots, des quizz, des *brainstormings* ou des jeux via la foutue appli. «Pour l'organisateur, ses réunions deviennent plus performantes et plus productives et il a la possibilité de modérer les propos du public», vante le site. Contrôle absolu. Évacuer les questions gênantes. Un must. La presse bizness s'est aussi extasiée: «Beekast, plus besoin de micro dans la salle»⁽⁴⁾. Se parler? Ringard. Mais pourquoi aller à des réunions puisqu'on peut depuis son plumard regarder l'animateur, le prof ou le boss pérorer, et poser des questions pour montrer qu'on suit? Cette question est à poser via l'appli miracle, et «intelligente», à l'évidence. Ah merde, j'ai plus de batterie. Quand on pense qu'il y a des gens qui luttent contre les grands projets inutiles, alors qu'il y en a plein de petits. ■

Bill Guettguette

⁽¹⁾ Le hackathon des idées pourries et trucs à la con dont personne n'a besoin (*Stupid Shit No One Needs & Terrible Ideas Hackathon*).

⁽²⁾ Ouest-France, 16 septembre 2006.

⁽³⁾ Ouest-France, 27 octobre 2016.

⁽⁴⁾ L'Express entreprise, 24 novembre 2014.



Pim pam pouf

Créativer en fateboye

Les agents qui lisent en vitrine, c'est fini. Place aux poufs créativistes.

Au siège du département, le Centre de documentation, au rez-de-chaussée rue Sully, va se faire moins voyant. Les agents venaient y emprunter des livres techniques, des bouquins pour préparer les concours de l'administration ou chercher des articles en rapport avec leurs dossiers en cours, ou passaient lire les journaux à la pause. Mais cet espace est à la vue des passants. Insupportable pour les pontes du département: ces agents qui lisent en vitrine donnent une image trop minable de l'institution. Du coup, le service «Design de service» (si si, ça existe) a planché sur un réaménagement en espace de créativité, copiant les *creativ labs* très en vogue dans les entreprises. Une salle pour faire émerger des idées qui sont affichées, puis «on fait voter par gommettes avant de passer en mode projet l'idée qui a 30 gommettes», dit un agent, dépité. C'est une «innovation organisationnelle et managériale» selon les cadres de la Loire-Inférieure qui ont fait un miniséminaire en novembre 2015, jonglant sur le CAP (Créativité, agilité, plaisir) préconisé par un gugusse qui se présentait comme «éclairateur de voie pour un management du futur», pas moins. Ce type d'espace à faire fumer les cerveaux est indispensable

à la réunion de travail post modernisée. Comme il paraît qu'on pense mieux en étant vautré, on s'y avachira sur des «fatboys»: entre pouf et coussin géant, ces «garçons gras» hyper tendance doivent «favoriser une forme de lâcher-prise propice aux nouveaux modes de travail collaboratifs». On se croirait dans une secte new age. Le décor fateboyisé facilitera grave le coworking du partage contributif polyassisté et la production d'idées comutualisées remoulinées par la hiérarchie... Il fallait donc bazarder le décor actuel, décidément trop ringard puisqu'il a été réalisé en 2010! Budget du réaménagement: seulement 26000€ pour créer la «salle de créativité», mettre toutes les étagères sur roulettes, acheter une table basse design à 1000€ (l'ancienne était décidément trop simple), des meubles dont les fameux fatboys, des canapés, de nouveaux sièges (les actuels de la doc ne sont pas assez beaux), un tableau interactif à 3000€ (on ne peut pas créer avec des vulgaires post-its), une machine à café car l'autre est trop loin, paraît-il. La salle de créativité se réserve «via le logiciel Ger'Espaces». Et pour lire Fatboy magazine, passez par la voie hiérarchique. ■

Jean Pouffe

RASSEMBLEMENT DE GEEKS

T'ES ENCORE REVENUE AVEC DES GANGETS À LA CON?!

MAIS... Y'A UNE APPLICATION COL DE CHEMISE!



Numérique sa mère

Zyva chez ladvize

De notre envoyée spéciale dans la silicône valley nantaise.

ILS étaient jeunes, ils étaient beaux, ils sentaient bon la capsule Nespresso. Normal, c'est près de la machine à café qu'on vous invite à «chiller» lors de la visite organisée par le service com de ladvize.com*. Le cadre: la semaine nantaise du numérique (prononcer Digital week). Une jeune blonde nous accueille comme si on était déjà potes, près du baby foot, en servant viennoiseries et minauderies. Sous couvert de faire découvrir une start-up qui se la joue silicône valley, la miss, sûre de son open-mindedness et de sa modernité, lâche: «N'hésitez pas à partager votre visite sur les réseaux sociaux». Ok, pourquoi pas? Mais, à bien y réfléchir, pourquoi? Une bonne cinquantaine de quidams comme moi, curieux en recherche d'emploi, étaient venus bavarder d'envie dans les beaux locaux de cette société idéale, montée en 2010 par deux amis, et qui, six ans après une ascension fulgurante, emploie 195 veinards à Nantes, Londres, Madrid, Tel Aviv...

ladvize.com propose de «remettre de l'humain»** dans le commerce international: tu parles, Charles! Rebaptisé «plate-forme de commerce conversationnel», ce call center qui ne dit pas son nom recrute des rescapés du programme #AuSecoursOnRêve. Sa clientèle? De grands ou petits comptes online à qui est vendue de la «valeur ajoutée» par le biais d'experts intervenant en tchat. Leur mission est tout bonnement de pousser à l'achat les clients de ces clients. Ces experts, bloggeurs, no life, acheteurs compulsifs, cons-ommateurs se rêvant consommateurs, intègrent un réseau baptisé ibbu.com, où les émoluments de leurs bons et loyaux services seront... des bons d'achat: trop fort le plan!

Pour faire la promo pas chère de cette idée génialement machiavélique, il faut des gens qui en parleront autour d'eux (avant, ça s'appelait du bouche-à-oreille. Depuis Facebook, on dit marketing viral). Pour achever de vous convaincre, deux employés maison font un show à l'américaine sur comment ils ont été embauchés: ici, une ex-recrue de l'armée qui a fait ses classes au Liban, là un ex-élève ingénieur qui a suivi son amoureux à Nantes, sortez les violons et veuillez rire aux blagues à l'humour Canal+. On se croirait dans une scène du *Loup de Wall Street* sauf que Di Caprio est en arrêt maladie.

On termine la visite par un tour des bureaux. On apprend qu'un barbier top fashion vient exercer in situ, qu'on y prodigue des cours d'anglais à souhait. Bizarre, le taux de métissage de la population active n'est pas représentatif de celui de la vraie vie, dehors (erreur de casting, faute de goût?). Avant de se quitter, on aura signé une autorisation de faire publier sa photo sur Twitter, photo de groupe prise «all smiles» sur le «roof top» avec vue sur Loire, yeah! En sortant de ladvize, on a retrouvé la vie. Dehors. ■

Aya Gouaich

* «Geotrouvetraque attaque», Lulu n°82-83, décembre 2013.

** Plus précisément de l'«e-relation client instantanée, associée à un moteur de ciblage comportemental».

Retour à la bougie

La culture cul-bénédictine

Églises, abbaye royale, zizique sacrée: la manne régionale arrose.

BIEN chers frères illuminés, recueillons-nous dans la lumière tremblotante des flammèches de 2300 bougies subventionnées. C'était à l'Abbaye royale de Fontevraud les 12 et 13 novembre, pour l'exhibition des reliques du père fondateur, neuf cents ans après avoir clamsé. Une conférence sur «reliques et pouvoir» et un concert de musique sacrée complétaient la sauterie. «Nous ne pouvons pas comprendre Fontevraud sans un retour aux sources. Fontevraud le centre culturel, intellectuel et religieux de l'empire Plantagenêt», dit l'impérial Bruno Re-Taïaud avec un vibrato cul béni dans ses tweets, après avoir rendu hommage à Aliénor d'Aquitaine, ça ne nous rajeunit pas. Pour les six heures d'illuminations, cloître et extérieurs compris, une manne exceptionnelle de 30000€ a été versée par la Région Pays de l'Encensoir, subsides votés à posteriori le 18 novembre, six jours après le raout clérico-patrimonional. «Une pratique courante», explique un sbire du cabinet de Retailleau à Lulu. Au regard de

l'éternité de sa spiritualité triomphante, ne chipotons pas sur un petit retard temporel.

La séparation de l'église et de la région n'est pas à l'ordre du jour. Le mix bénitier-culture est déjà une coutume, la même commission permanente du 18 novembre a attribué 142000€** à une tournée de neuf concerts dans des églises d'«Histoires sacrées» par Nantes Angers Opéra. Au programme, trois oratorios d'«un siècle en quête d'absolu religieux», chantés tout en latin. Ça célèbre le reniement de saint Pierre [non mais quel salaud celui-là] «mêlant plaintes éthérées et grâce divine», Jonas où avant de le faire bouloter par la baleine «Dieu demande à Jonas d'aller à Ninive pour y prêcher», et Jephthé ou le susdit «Jephthé, à la veille de partir au combat, fait à Dieu le vœu de sacrifier, s'il est victorieux, la première personne qu'il rencontrera à son retour»** et qui doit, du coup, occire sa propre fille. Une campagne pour réhabiliter les meurtres d'enfants, sans doute. ■

*La région a déjà largué 50000€ en 2015 pour ce prosélytisme via l'opéra. ** Extraits du dossier de presse.



Antimémoire Jusqu'à plus zouave

Lamoricière, un héros sang pour sang nantais.

BACCHANTES arrogantes, engoncées dans son uniforme militaire, breloque rutilante au plastron, épauettes bien peignées, le «fin stratège»* Louis Juchault de Lamoricière a les honneurs d'une tête de page vouée aux célébrités locales, ce bidasse étant né à Nantes. Sonnez clairons. On nous résume ses campagnes, zouave en Algérie, glorifiant de fait la conquête coloniale: «prise d'Alger», de Constantine, «sommation de l'émir Abd El Kader». Pas un mot sur sa technique de razzias en s'attaquant aux civils. Le conquistador se fera aussi soldat du pape, zouave pontifical, contre les partisans italiens de l'unité républicaine. Croisade piteuse: face aux Piémontais, Lamoricière se fait ratatiner deux fois à plate couture et rentre défait en France. Mentionner qu'il est «ministre de la guerre en 1848» est un peu court alors qu'il a alors du sang plein les mains, commandant avec Cavaignac l'écrasement des journées insurrectionnelles ouvrières, 4000 morts chez les insurgés en ces trois jours de juin.

Si la vieille baderne a nourri les vers dans sa tombe au cimetière de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, la cathédrale de Nantes lui a réservé un monument pompeux, gisant en marbre blanc flanqué de quatre statues de bronze. En 2009, le général sculpté-couché a été aspergé de peinture rouge, action anonyme assortie d'un panneau expliquant: «Passant, n'oublie pas qu'au nom de la bourgeoisie de France, j'ai commandé le tir contre la population algérienne puis contre les ouvriers parisiens (1848).» Pourtant, Lamoricière, qui a laissé son nom à une rue, est aussi authentique inventeur d'une boutonnière vidangère dans les pantalons bouffants d'uniforme des zouaves. Un trait de génie, cette fente de 8 cm, évacuant la flotte quand les fantasmes traversaient à gué un oued dans le djebel pour aller tuer de l'indigène. Quand on a été le glorieux inventeur d'un trou de froc, c'est quand même dur d'avoir une biographie pleine de trous. ■

* Ouest-France, 12 septembre 2016.



Dans le plumard des tentatrices

Coucheries et légendes à l'abbaye de Fontevraud.

MAIS ce Bob d'Arbrissel, c'est qui? De son vrai nom Robert Damalio, fiston du curé du patelin d'Arbrissel, près de Rennes, il crée à Fontevraud un genre d'anti-harem, s'entourant de femmes cocufiées, larguées, trompées, fuyant leur mari, matrones de la haute aristocratie ou prostituées*, épouses plus ou moins légitimes et concubines répudiées, scindées entre vierges, filles repenties et veuves. Un «prédicateur excentrique» reconnaît le site officiel de Fontevraud, puisqu'«il lui arrive par exemple d'éprouver sa chasteté... dans le lit de femmes!». Non homologuée par l'église, cette technique de bandaison expiatoire met le mâle à l'épreuve en assignant aux femmes un statut de tentatrices,

de créatures du démon, qui doivent se repentir, et de simples instruments de la résistance au péché de chair pour Robert. Bizarre que l'on ait pu, de Michelle à Régine Pernoud, présenter Robert comme un apôtre du féminisme avant l'heure. Il a besoin de ces démons, éternelles enjôleuses, pour se sentir plus fort, assumer son «rachat» par la continence et la mortification. Guy Massin-Le Goff, conservateur du patrimoine d'Anjou, déplore «l'image de gourou hippie qu'on lui prête parfois»**. Et que tout ce petit monde soit très très pieux ne dit rien sur ce qui se passe vraiment au plumard. ■

* CNRS, <http://lettrevolee.irht.cnrs.fr/robert.htm>

** Ouest-France, 9 novembre 2016.

Émo-globine

Le sang du raté

LES JMJ dégoulinent d'émotion et de la foi juvénile. L'envoyé spécial en Pologne n'en revient pas de toute cette rayonnement des visages et des esprits baignés dans un bain de clarté pure. Les jeunes pèlerins, petits veinards, ont pu «se recueillir devant l'aube tachée de sang que le pape Jean-Paul II portait le 13 mai 1981 quand il a été victime d'une tentative d'assassinat»*. Même si le flinguage a raté, les pèlerins vénèrent la relique. Lors des prochains JMJ, promis, on s'agenouillera devant la cuisinière de Landru (il était catho, Landru?) ou devant un pieu qui a empalé des hérétiques à l'Inquisition. Le tourisme morbide, c'est toujours mieux avec un alibi spirituel. ■

* Ouest-France, 30 juillet 2016.

Fonds baptismaux

Un billet de neuf millions, ma sœur

Pauvreté et sororité gagnées par l'avidité pécunière...

LES bonnes sœurs font la manche. Objectif neuf millions d'euros (quand même). Les Petites sœurs des pauvres font du porte à porte à La Baule, mais au pays de l'ISF facile, pas sûr que le rupin n'ait pas des oursins dans les poches. Ces démarchieuses en soutane (on dit voile, même si le port du voile est réglementé en France), lèvent des fonds pour leur asile pour vieilles, à Nantes. Sur trois étages, elles s'en gardent un pour elles. La congrégation a commencé à faire de la retape avec un pauvre million de rien du tout, dégoté en vendant un bout de terrain au promoteur Bati-Nantes. Leur manque juste

88% du budget. «Les travaux ont déjà commencé, la nouvelle maison sera livrée fin 2017», explique sœur Marie-Bénédicte (France Bleu Loire-Océan, 25/07). Sur des blogs ultras, la destruction de la chapelle mochedingue du XIX^e, abattue pour faire place au projet immobilier, fait hurler, cette destruction du patrimoine oubliant que «la France est la création de la conversion au catholicisme de Clovis il y a 1500 ans de cela», partie prenante du «roman national, qui cimenter l'appartenance à la France». Et si la quête ne donne pas neuf patates, si le prêt bancaire n'est pas honoré, dieu y pourvoira. ■

devenir

week-end de formation à l'expulsion sur la ZAD

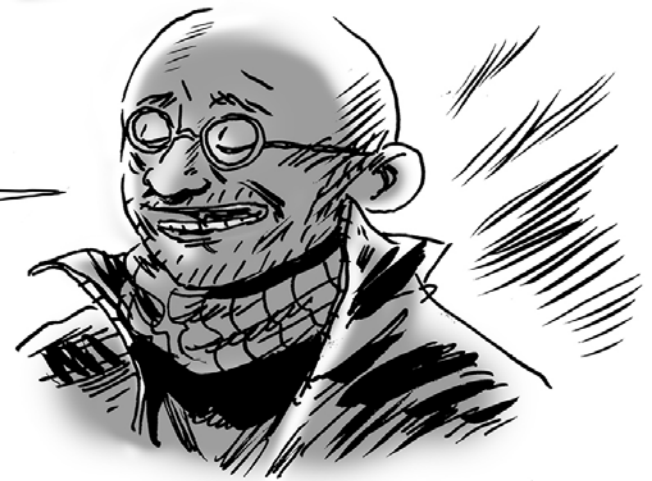
150 personnes y sont présentes...



plus que de l'entraînement para-militaire, il s'agit de mieux connaître le terrain ("Devenez le bocage!" était le refrain du week-end), se faire confiance et surtout faire confiance aux autres...



dans tous les cas, vous devez prendre soin des autres et ne JAMAIS laisser quelqu'un seul...



après un rapide historique de différentes luttes (de Rosa Parks à Reclaim the street) et un brainstorming de seulement 15 min sur de nouveaux moyens d'action pour défendre la ZAD, les idées fusent...

faudrait faire un festnoz dans l'hôtel des flics

se déguiser en touriste perdu avec des valises à roulettes dans le bourg de Notre-Dame ou Vigneux à arrêter les bagnoles pour chercher l'aéroport...

Recréer une zone humide au local du PS!

faut tout cramer!

Wouf! wouf!



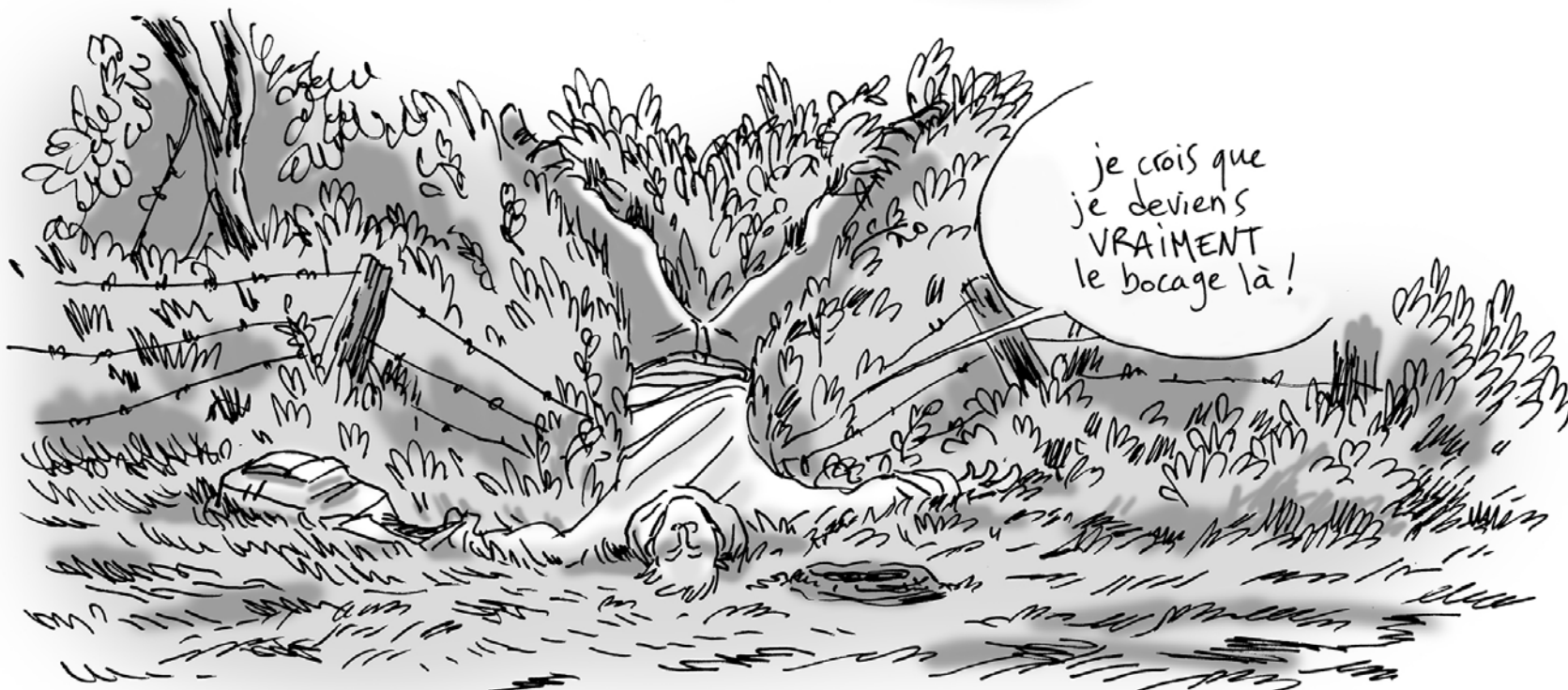
le bocage

le soir, un apéro-récit sur l'histoire de la lutte et les expulsions de 2012 est organisé, suivi d'un repas assuré par la cantine végétarienne de la ZAD qui vient clôturer cette première journée...



le lendemain matin, autre ambiance...

dès 8h30, radio klaxon émet pour assurer une course d'orientation à travers la zone. mise en pratique TRÈS concrète de ce que l'on a vu la veille... y'a même des zadistes déguisés en condés.



émile & mathieu dunhill.



Terreur-caisse Des comptes à régler

Les boutiquiers sinistrés peinent à justifier leurs lamentations. On en pleurerait.

SORTONS les calculettes. Pendant les manifs contre la loi travail, les commerçants du centre nantais ont dressé le portrait de l'Apocalypse et pleuré la ruine de leur tiroir caisse. Avec 600 adhérents à Nantes, le GNI, Groupement national des indépendants de l'hôtellerie et de la restauration du Grand-Ouest, chiffre le traumatisme: «Une journée de mobilisation peut engendrer de 50 % à 70 % de perte de chiffre d'affaires, voire 100 % quand le commerce ferme ses portes. Le pire, c'est que l'impact se répercute sur le reste de la semaine. Les clients désertent le centre et préfèrent se rendre dans les galeries commerciales de la périphérie»⁽¹⁾. «Les chiffres d'affaires sont divisés par trois ou par cinq»⁽²⁾ dit un marchand de fringues. «Les cafetiers, les restaurateurs ont perdu jusqu'à 49 % de leur chiffre d'affaires et certains commerçants jusqu'à 80 %»⁽³⁾ assure Patrice Bolo, du collectif Nantes en danger. La ruine à géométrie variable ne brandit que les plus gros chiffres: «Pour certains commerces, la perte de chiffre d'affaires atteint 80 %», selon Nathalie Deniau-Million, cheftaine de l'association de commerçants Plein Centre⁽⁴⁾. Les dealers qui traînent autour de sa vitrine, et les travaux qui plombent l'accès au centre sont cette fois hors de cause. Ce sont juste les vilains manifestants qui ont crevé la panse des profits quotidiens.

Et puis début septembre, l'État annonce le remboursement des franchises d'assurance et sort une enveloppe d'indemnisation avec un critère, au moins 30 % de perte de chiffre d'affaires sur les quatre mois cumulés (en comparant aux mêmes mois en 2015). Si les premiers chiffres de pertes lancés sur le pavé étaient exacts, bien des boutiquiers «exaspérés» (Ouest-France), «pénalisés» (20 minutes), «ulcérés» (France 3) recevraient une compensation. Mais

non. «Beaucoup de commerçants ne pourront jamais prouver des pertes de 30 %»⁽⁵⁾, regrette Thomas Leroy, du GNI. Ah bon, il n'y a pas de comptabilité?

C'est marrant, le même jour, on apprend qu'une étude prévoit l'envolée des prix dans l'immobilier et, selon le notaire interviewé, spécialement en centre-ville de Nantes, «bon endroit pour réaliser un projet immobilier», dans un «secteur dynamique d'une ville dynamique»⁽⁶⁾. Faudrait savoir, c'est le radeau de la Méduse ou juste l'Eldorado?

Côté misère, le printemps noir et le seuil des 30 % de pertes posent problème: «Pour l'instant, seuls trois d'entre eux répondraient à ces critères»⁽⁶⁾, ce qui fait râler la chambre de commerce qui a dénombré 50 à 60 commerces «très durement touchés». Emportés par le trop plein d'exaspération, ces braves boutiquiers auraient forcé sur la grise mine, voire un peu truqué leurs chiffres catastrophes? À croire que les nuages lacrymogènes ont enfumé les tiroirs-caisses. ■

Jean-Mi Zérable

⁽¹⁾ La Croix, 2 juin

⁽²⁾ France 3 Pays de Loire, 19 avril

⁽³⁾ France Bleu Loire Océan, 16 juin

⁽⁴⁾ Site de la chambre de commerce, 15 avril

⁽⁵⁾ Ouest-France, 8 septembre

⁽⁶⁾ Le Télégramme, 8 septembre



Le gendarme aspiré

D'ABORD aspiré par le lointain, le lieutenant-colonel Benoît Alégoët est revenu à la proximité. Pour diriger la compagnie de Rezé. Sorti de Saint-Cyr, il a intégré les pandores et commandé un escadron de gendarmes mobiles, par pur attrait pour le concept de mobilité et les horizons lointains: «J'aspirais à voyager» (Ouest-France, 7/09). Ah mais attention, il ne s'agissait «pas que du maintien de l'ordre. C'était très riche en terme de rencontres», confie-t-il. Entre deux grenades lacrymo, on peut toujours tailler une bavette avec l'autochtone. S'il ne pleure pas sa race. ■

État d'urgence

Faut pacifier

Déjà reportée, la Maison de la tranquillité publique remise à plus tard.

Aïe aïe aïe! Qui a insécurisé la quiétude nantaise? Il a fallu d'urgence évacuer le service «tranquillité publique» dont l'invention sémantique cache mal le vrai souci, la gestion de l'insécurité et de la peur. Créer une «maison» de la tranquillité publique tente de centrer sur le mot rassurant de maison, même si c'est porte ouverte aux ranceurs et petites paniques de basse intensité.

Promesse est dite

D'abord promise par Jo Roland «d'ici la fin de l'année 2015» (Presse-O, 01/04/2015), puis reportée, la Maison du tranquillisme publicisé devait ouvrir en novembre 2016 avec une quinzaine d'agents sur 730 m² en rez-de-chaussée. Mais début septembre, alerte à la Manufacture des tabacs: péril en la demeure, le bâtiment B à évacuer fissa pour un diagnostic profond très casse-pieds: «Poteaux porteurs en bois altérés au niveau des pieds» (Presse-O, 06/09). Trois étages à étayer.

É-va-cuez!

Les autres services hébergés dans l'ancienne Manu, bâti (service jadis nommé «l'urbanisme»), réussite éducative, santé publique et sports sont aussi sommés de dégager presto. Dans une ville qui ne voit rien venir, on ne se sent vraiment pas tranquille. L'aléa ruine l'image de Nantes qui veut associer la notion de havre de paix à celle d'une maison version bureau des plaintes pour rétablir un «vivre ensemble apaisé». Mais bon, pour le moment, «Que faire face à la violence qui s'incruste?» (Ouest-France, 25/10): la maison de la tranquillité publique n'y est plus présentée pour l'immédiat, mais reportée aux dernières nouvelles à février prochain. C'est stressant, toute cette tranquillité qui ne vient pas. ■

La martingale des casses

IL y a une rue à Bouguenais où les monte-en-l'air s'en donnent à cœur joie. Rétifs à cette joie du cœur, les habitants ralentissent, invoquent l'absence d'éclairage la nuit, veulent plus de rondes, rouspètent contre les frais de pose d'alarme à leur charge. Quand soudain surgit la solution: «Le soir et le week-end, venez garer votre véhicule de travail devant la gendarmerie» (Ouest-France, 7/10). Qui se trouve à plus de cinq kilomètres de là. Mais le parking c'est insuffisant, pourquoi ne pas stationner dans les locaux mêmes des pandores? Il y a trois étages et des combles. Le plus haut sera le mieux. ■

Illustre

La photo passe partout

Le flic sans tête est une denrée précieuse pour l'iconographie du fait divers comme on peut.

12 juillet: «Il roule sur le pied d'une fillette, provoquant la colère de la famille». Variante: «puis est agressé par la famille». 20 Minutes arbore le capot d'une bagnole de flic, Presse-O l'enseigne du commissariat, Ouest-France l'entrée du comico. Quand la presse n'a rien à montrer, elle rame. Pour les faits divers, recueillis auprès de la police par les journalistes, personne n'a pris de photo au moment crucial où, brandi devant une grand-mère à la veille d'accoucher, le couteau en carton est sorti de sous le paletot couleur muraille. La presse qui professe une religion des faits doit donc truquer. Le bandit en action? Invisible? Sur le web, un article sans photo étant voué à l'anonymat, il faut bricoler avec les archives les plus passe-partout. La plupart des faits divers n'ont rien à montrer. C'était la nuit, hier, et ces abrutis de délinquants n'ont pas fait de selfies. Alors on bricole avec des images génériques, photos de voiture de

police siglées, vues de commissariat sous tous les angles, sans le moindre visage, gros plan sur un gyrophare, sur un tronc de flic cadré entre le cou et la ceinture, ou entre les menottes et les épaules, parfois juste le badge tricolore à l'épaule ou dans le dos, qu'on ne reconnaisse personne puisque le flic de l'image n'a rien à voir avec les faits qu'il illustre. Info? Zéro. Le 2 octobre, l'arrestation d'un jeune majeur soupçonné de viols a vu Ouest-France, Le Courrier de l'Ouest, Le Télégramme, Planet.fr, Europe 1 dégainer chacun une image différente de flic. Aveuglés par une probable détestation de la police, 20 Minutes a utilisé une photo d'un mur du tribunal, BFMTV une image d'une statue de la justice avec sa balance. La police en bouche-trou, c'est un coup à fâcher les syndicats de police, très sensibles à l'image de la corporation. Pour illustrer leurs communiqués, une photo de journaliste anonyme, sans visage, serait parfaite. ■

Code civil

LE vrai-faux et le faux-faux ont un truc faux en commun. «Nantes: Une vieille dame volée par un faux agent des eaux et un faux policier. Des bijoux ont notamment été dérobés...» (20 Minutes, 13/07) Et pour illustrer ça et alerter les mémés, le journal publie quoi? Des policiers de la Bac, de dos, cadrés entre la capuche et la ceinture. Ces types en civil qui se présentent ou se prétendent flics, méfiance. ■



Dian dian

Le terrotourisme ne passera pas

À EN croire l'article, les étudiants adorent jouer aux bidasses en tenue camouflage et gilet pare balles, fusil mitrailleur en travers de l'abdomen. «Pendant quinze jours on nous a appris les bases, la discipline, le tir», déclarent Cyril et Corentin. C'est vrai, obéir et tuer, c'est quand même les fondamentaux. Ils ont aussi intégré «les premiers secours et la lutte au corps»*. Tu tues, tu mets un pansement. Si le cadavre bouge encore, blam, tu

lui colles un ramponneau dans les parties!

Ces deux étudiants bien ployés ont été déployés comme réservistes du dispositif Sentinelle au Mont Saint-Michel, en protection rapprochée de l'omelette de la Mère Poulard et des vendeurs de boules à neige. Le corps à corps, contre un terroriste déguisé en touriste qui veut prendre la marée en otage, c'est le rempart de la nation. Sans la moindre réserve. ■

* Ouest-France, 7 septembre 2016.

Faute de trouble

LE 28 novembre, on juge un quidam qui après une manif du printemps, le verre de bière à la main, a eu le tort de parler à un gendarme mobile. Plaqué au sol, accusé illico de rébellion. Facteur aggravant, il a dans son sac des lunettes de soleil, un masque de peintre et du sérum physiologique: «L'attirail du fauteur de trouble» selon le procureur. Ce coup-là, le proc n'a pas été suivi: ni faute, ni trouble. Relaxe. ■

Ex-préfet, omission impossible

Lettre à un ancien préfet de chez nous soupçonné d'omission fiscale.

MONSIEUR Daubigny, nos pensées vous accompagnent dans l'épreuve que vous traversez. Submergés par l'émotion, nous ne trouvons pas les mots pour vous reconforter. Lulu vous soutient pourtant de toutes ses farces, ainsi que vos avocats fiscalistes terrassés par le désarroi. Nous lisons que vous auriez légèrement dépossédé le fisc depuis des années. Mais ce ne put être le cas à Nantes où vous fûtes en fonction sous la casquette à glands de juillet 2009 à mai 2012. Vous avez du succomber aux relents putrides de l'air corrompu de la capitale où vous fûtes aspiré, dans le sillage de l'ancien bourgmestre Ayrault Jean-Marc, promu Premier ministre*. On vous bombardra dircab de Valls à l'intérieur, puis préfet de Panama. Chez nous, où l'air est loyal et probe, vous respiriez l'intégrité, droit dans vos barbottes. En garde à vue (non mais quelle horreur), vous auriez

avoué à la tatonne police avoir été «*dépassé*»**, incapable de gérer vos petites affaires personnelles, oubliant de déclarer vos revenus, de régler taxe d'habitation et taxe foncière. Qui n'a jamais oublié de payer la baguette de la veille à la boulangerie jette la première miette. Quant à votre épouse, sainte femme aussi tristement accusée et gardée à vue, elle a dit ne point s'occuper de ces basses contingences matérielles. Comme Thomas Thévenoud, démissionnaire du gouvernement en 2014 pour de menus démêlés fiscaux, vous êtes victimes d'un



mal terrible que la Sécu refuse encore de reconnaître, la «*phobie administrative*». Votre couple a besoin de soins, pas d'opprobre ni d'accablement. Monsieur Daubigny, il se peut que l'on vous fasse payer vos états de service antédiluviens quand, chef de cabinet du préfet de police de Paris en 1986, vous réclamâtes les clés du frigo contenant les derniers prélèvements des poumons de Robert Boulin, dont l'analyse risquait d'être ordonnée par le juge d'instruction travaillant sur l'option homicide de la mort du

ministre gaulliste. Mais ces remontées d'outre-tombe seraient mesquines. C'était jadis. Pour les délicatesses fiscales, les enquêteurs ne sont pas remontés au-delà de 2011**. Avant? Impossible, il y a prescription. Pourtant, ces vérificateurs sourcilleux de l'office anticorruption de la police judiciaire de Nanterre flairent fortement un oubli fiscal récurrent «*inscrit dans la durée*»**. Cette déplaisante ère de la suspicion, de la part de fonctionnaires moins bien payés que vous et donc jaloux de vos émoluments, doit cesser. De telles allégations sont proprement odieuses. À *La Lettre à Lulu*, nous les portons au plus haut niveau de la détestation. L'honneur des Pays de la Loire est à ce prix. ■

La cellulule psychologique de *La Lettre à Lulu*

* ou un titre ressemblant, on ne sait plus.

** *Le Monde*, 19 novembre 2016.

Pataqués

et qu'est-ce t'as pas ?

● Coude barre

Saint-Sébastien-sur-Loire kiffe les croulants. Le délégué général du «*réseau des villes amies des aînés*» y est venu déclarer très solennellement: «*Nous sommes passés de la lutte de classes à la lutte des âges et les communes doivent aujourd'hui veiller à adapter leur territoire à différentes générations d'aînés*» (*Ouest-France*, 14/09). Message reçu pour le premier adjoint qui pérorait illico: «*Lors du renouvellement du mobilier urbain, pourquoi ne pas choisir des bancs avec des accoudoirs pour les espaces publics?*» C'est vrai ça, pourquoi? Ça évitera au passage que ces salauds d'amoureux, sans abri et somnoleurs au soleil ne s'allongent sur les bancs. Le bien est l'ennemi du vieux. ■

● Roulez bolides!

Les handicapés ne rêvent que de s'éclater en grosse bagnole. Du fauteuil roulant à un bolide, il n'y a qu'un pas, franchi par le bon docteur Marc Le Fort, chef du service de médecine physique et réadaptation neurologique à l'hosto. Il a imaginé de trimbaler les patients para et tétraplégiques en Porsche, Aston Martin* ou Ford Mustang lors d'une sortie le 30 octobre à Saint-Gilles-Croix-de-Vie. Et si jamais une des bagnoles se viande, ça fera des nouveaux copains à ramener à l'hosto. ■

* orthographié «*Austin martin*» sur le site du CHU. De la famille des martin pêcheurs texans, sans doute.

● Chamanigance

Comment un journal bien sous tous rapports, bercé par les valeurs chrétiennes et les principes conservateurs, a-t-il pu se laisser

aller à faire à ce point l'apologie de la drogue? En dernière page d'*Ouest-France* (14/09), un certain Xavier Ormancey, chimiste et cadre du groupe Yves Rocher, étale sur trois colonnes son «*initiation chamannique, déterminante. Après avoir ingurgité une potion de plantes psychotropes, il est convié à une excursion en forêt. En état de conscience modifiée, il dit percevoir clairement le message des plantes qui dévoilent leurs propriétés médicinales.*» D'où le titre de l'article: «*Il écoute les plantes parler*». Yves Rocher converti en dealer cosmétique d'hallu en tube ou en lotion? Demandez à la première herbe louche venue. ■

● L'impôt tant, c'est la rose

Mentir vrai, un vrai talent. Candidate et pas encore maire de Nantes, Johanna Rolland avait promis: «*Si je suis élue, il n'y aura pas d'augmentation des taux d'imposition pendant toute la durée du mandat. Nous sommes en situation aujourd'hui de prendre cet engagement de façon rigoureuse.*» (*Ouest-France*, 8/10/2013). Trois ans après, l'opposition de droite a relevé le bobard. Le camp socialo a fait front: «*Laurence Garnier fait preuve de malhonnêteté en accusant Johanna Rolland d'avoir trahi sa promesse. L'engagement de notre programme était très clair: pas d'augmentation des taux d'imposition à la Ville de Nantes. Il est tenu*» (*Ouest-France*, 16/09). Malhonnête toi-même! Les hausses d'impôts (+ 6,5% pour la taxe d'habitation et + 14,5% la taxe foncière) ont été signées par la même madame Rolland, pas maire de Nantes mais présidente de Nantes Métropole... Nuance! Parle à ma double casquette, ma tête est malade. ■

Droiture

Glandue républicaine

Sous-préfète et candidate à droite. Deux mois de mélange de casquettes.

L'ÉMOTION était au rendez-vous pour la réception de départ de la sous-préfète* avec petits fours en mairie de Nozay. Véronique Schaaf a largué les glands dorés et a rendu son galurin à feuilles de chêne fin octobre. Mais avant ça, cette bru de sous-préfète (son beau-père, quoi) était toujours sous-préfète des arrondissements de Châteaubriant et d'Ancenis. Et, pas gênée, elle s'est assise sur le traditionnel devoir de réserve en étant investie Les Républicains quatre mois avant son départ. Elle roulera pour la droite aux législatives en juin 2017 dans les Deux-Sèvres**, où elle a accessoirement été sous-préfète quatre ans jusqu'en 2012. Selon la jurisprudence constante du Conseil d'État, tous les fonc-

tionnaires (sauf les profs d'université) sont tenus par un devoir de réserve. Et plus ils sont haut perchés, plus c'est strict. Ce devoir de réserve s'étend en période électorale aux membres du corps préfectoral, de la date d'ouverture du délai de dépôt des candidatures au jour du scrutin inclus. À Saintes en Charentes Maritimes, en 2008, un autre sous-préfète a été limogé direct pour avoir violé son devoir de réserve en signant un article sur un site islamique. Véronique Schaaf aura attendu d'être presque retraitée pour s'afficher droitièrement sans respecter les délais légaux. Sûrement un sous-pré-effet du hasard. ■

* *L'Éclairer de Châteaubriant*, 27 octobre 2016

** *Le Courrier de l'Ouest*, 29 juin 2016



Hors de question, Leslie! Cette formation en alternance pour devenir sous préfète de la zad, c'est non!

LATULULULU?

Panier de la dernière pluie

Ouest-France, 8 octobre 2016

Attention, news de first importance. Star du basket, Tony Parker a dîné dans une crêperie nantaise en toute simplicité, avec son épouse et leurs deux loupiots, deux nounous, un garde du corps et le chauffeur. Le scoop: «*Il a posé des questions sur la différence entre crêpes et galettes*», racontent les crêpières pas peu fières. Pour l'info croustillante, on reste sur sa faim: «*Qu'a-t-il mangé? C'est un secret. Combien il a payé? Aussi.*» C'est vrai que dans une crêperie, il a dû certainement bouffer des ortolans bourrés de caviar beluga et de truffe blanche accompagnés de homards en sushi doré à la feuille d'or, arrosé d'une bolée de Dom Pérignon Plénitude brut. ■

Jeu perso

Ouest-France, 8 novembre 2016

Coquille dans le titre: «*À Nantes, les personnes de santé manifestent leur ras le bol*». Les malades peuvent aller se rhabiller. Mais il n'y a rien de personnel. ■

Coche poireau de boîte

Ouest-France, 14 novembre 2016

Au siège de la chaîne de vendeur de meubles Maisons du Monde, à Vertou, les salariés ont un «*coach en potager*» spécialisé en «*paysagisme comestible*» (sic!). Le coin pour légumes est un des fleurons du rapport annuel RSE, bêchant la responsabilité sociale de l'entreprise. La proposition d'engager un coach en augmentation n'a pas été retenue par la direction. ■

Dégingolo

Le Point, 29 septembre 2016

C'est *Le Figaro Magazine* qui paye le sondage mais ça traîne aussitôt partout, ces résultats du baromètre mensuel de TNS Sofres-OnePoint. Personne ne dépasse 40% de confiance. Et tout le monde dégingole, Hollande à 13% mais il est battu par le régional de l'étape ministérielle, Jean-Marc Ayrault himself, qui n'a pas réussi à redorer son blason dans les contrées étrangères, le populo ne lui accordant que 10% de crédit. La soif de gloire se tarit au robinet. ■

Fête de l'arthrose

Débandade en rose campagne

JUSQU'ICI à Préfailles, tous les ans en septembre, la fête de la Rose rassemblait les petites troupes du PS, élus, adhérents. Cette année, changement, ça déménage à Nort-sur-Erdre, annoncé le 10 septembre à l'espace culturel Cap Nort. Et puis rien. La fiesta de rentrée des sociaux a été piteusement annulée en catimini, sous prétexte de sécurité impossible du site. Seul le cercle restreint des militants a été prévenu. Après l'université d'été du PS également annulée, ça sent la fin de règne. «*Les menaces qui ont justifié l'annulation de l'université d'été du PS ne se sont pas estompées au cours de l'été*, dit Fabrice Roussel, premier secrétaire fédéral (*Presse-Océan*, 08/09). *Nous avons donc préféré jouer la prudence*». Menaces? manifs contre la loi travail, Zad? «*Il n'y a pas eu de menaces claires, c'est plutôt une question de climat général*», explique un élu. Voilà le PS local victime du climat. ■

LE SEXISME EN ENTREPRISE ENFIN VAINCU



Sensibil

Vous voyez l'genre...

Les prud'hommes ont fait de la prétendue dragonne une simple victime.

DISONS-LE tout brut: les prud'hommes ont condamné le journal *Fragil* pour licenciement abusif dans un contexte d'oppression sexiste. Après avoir été des mois journaliste bénévole, elle est embauchée en CDI en octobre 2013 comme chargée de projets médiatiques et numériques, et virée pour faute grave un an après, sans préavis ni indemnité. Pas le moindre reproche sur son travail. Le motif vise à l'éloigner «pour la santé physique et morale du personnel», en fait juste l'autre permanent, rédacteur chef du journal, entre-temps devenu son compagnon (mauvaise idée), et qui n'oublie pas de jouer les supérieurs, hiérarchiques en tous cas. Au travail, c'est tendu. Dans le couple aussi. Jusqu'à ce qu'elle subisse une agression un soir en sortant du boulot, bousculée et plaquée au sol par son ex. Ceinturée, elle lui mord la main pour tenter de lui faire relâcher la contrainte physique. Seule l'intervention de trois témoins lui permet de se relever pour rentrer chez elle, en état de choc. Sans enquête, l'employeur ne retient que la version du salarié masculin, le couvre et inverse la situation en virant la victime, prétendant qu'elle est l'auteure de l'agression! En la dénigrant ensuite, la présentant comme une dingue qui affabule. Chez *Fragil*, c'est pas la délicatesse qui étouffe.

Des clichés sexistes

L'ironie du sort, en 2014, le magazine *Fragil* programme un hors-série et un débat public sur le genre et l'égalité hommes-femmes. Chargée de mener ces projets (qui

capoteront, c'est pas un hasard), la salariée subit au même moment des remarques sexistes d'un volontaire en service civique, allant des «ma petite» condescendants à des reproches «d'humeurs de règles» ou «de dragon» quand elle répond à cette misogynie. Elle alerte le conseil d'administration qui ne la protège pas et se ligue au contraire contre celle qui se rebiffe. Pire, le vice-président dira plus tard que son comportement indocile lui a fait honte. En gros qu'elle l'a bien cherché. Devant les prud'hommes, *Fragil* soutiendra l'avoir ménagée, après l'avoir virée, compte tenu de son «état d'esprit pour le moins fragile». Celle qui n'a jamais eu un reproche pour son travail de journaliste et d'animatrice d'ateliers est désormais présentée comme hystérique, «nerveuse et agressive», ou alors trop faible, voire «stressée et anxigène»: c'est un catalogue des clichés sexistes ou quoi?

On la convoque à divers entretiens d'évaluation et recadrage. Un administrateur récupère ses outils de travail - rendez-vous sur un parking sans lui adresser la parole. Cinq jours plus tard, il lui restituera la carte d'identité, les clés, papiers, vêtements et ordi perso confisqués par l'ancien compagnon.

Bilan: plus de boulot ni de revenus, humiliée dans un milieu qui se prétend soucieux de combattre les harcèlements sexistes et les dominations machistes. Malgré le traumatisme à surmonter, elle positive: «J'ai continué mes études en socio des médias, remis en question mes présupposés, découvert des réseaux de solidarité et de féminisme

formidables, appris à casser des planches de bois et le métier de fermière sur une île écossaise...»

Le bon sens prud'homal

En jugeant le licenciement sans cause réelle et sérieuse le 3 novembre 2016, les prud'hommes ont bien retenu l'obligation de l'employeur de veiller à «la santé physique et morale du personnel» prévue par le code du travail. Mais pour se recentrer sur la vraie victime, en retournant l'argument du licenciement contre l'employeur, condamné à verser 15754,25 euros pour licenciement abusif, dommages et intérêts*. Les prud'hommes reconnaissent qu'elle «a bien été victime de propos sexistes de la part d'un salarié de l'association» et que «l'employeur ne démontre pas avoir mis en place de mesures visant à protéger la santé et la sécurité» de la salariée. Forcément, elle en gros sur la patate: «Ce que je veux dénoncer, c'est un média auquel j'ai cru, qui se dit "libre", alternatif", "collaboratif", "humaniste" (et qui, proche des pouvoirs locaux, rafle toutes les subventions au passage), qui fait de la morale son fond de commerce, des débats sur la déontologie journalistique, et reproduit les mêmes rapports de domination, de pouvoir ou d'intérêt qu'ailleurs.»

Confusion entre vie privée et contrat de travail: pour l'employeur associatif, le mélange des genres est permanent. En butant en permanence sur les oppressions de genre... ■

Simon Deboirot

* Depuis les faits, le conseil d'administration de l'asso a été renouvelé. Il a décidé de ne pas faire appel de la décision.

Entre les lignes Ça part en livre!

Lecture publique à la nantaise en deux coups de cuiller à mots.

NEUFS pages officielles pour dire la «Politique du Livre et de la Lecture» avec de pompeuses majuscules partout, même si ça bafoue grave les règles typographiques agréées par l'Imprimerie nationale. Les médiathèques nantaises doivent se décomplexer. Et «des ajustements et modifications seront si nécessaire apportées aux horaires», ce qui doit se lire comme une velléité d'ouvrir plus,

dimanche compris. Avec quel personnel? Puisqu'on veut tant ressembler aux hypermarchés, pourquoi pas ouvrir les biblis 24/24? Et diversification, il faut s'ouvrir à «l'aide à la révision des examens» et participer à des braderies de quartier. L'occasion de fourguer les best sellers achetés l'an dernier*? Préambule du rapport: «La lecture conserve toutes ses fonctions épistémiques et ontologiques», évidem-

ment avec un peu de «coconstruction» et de participation à la «Digital week». Et après les grands mots, les grands maux: «Fracture numérique, illettrisme, handicap, risque de décrochage» soignés à coups de plates-formes, «salons numériques» et puces RFID. La dématérialisation du personnel, c'est pour quand? ■

* On achève bien les livres de chevet, Lulu n°77, juillet 2012.

Radio crochet

Bleu à l'âme

28 ans de contrats en pointillés pour l'animateur de France Bleu Loire Océan.

Posé sous le nez des conseillers prud'homaux, l'épais dossier a jeté un froid: plus de 600 documents, cachets d'intermittent, piges d'un jour ou d'une semaine au mieux, enfilade de bulletins de paie. L'audience, le 29 septembre dernier, voit Radio France, la station qui porte *Plus haut la radio*, tancée par les prud'hommes comme une vulgaire boîte du BTP. Sa pratique abusive d'emplois précaires de longue durée est pourtant ancienne*. Vincent Gerles «a été animateur, reporter, matinalier, chroniqueur... On l'appelait pour couvrir *Les rendez-vous de l'Erdre*, *La Folle Journée*, etc. Il a tout fait: il était le CDD attitré de Radio France à Nantes», résume son avocate Danielle Fretin. L'ex bon petit soldat avait été viré de la station il y a deux ans «parce qu'il fallait solder les vieux CDD». Il a refusé une belle enveloppe de 70000€, avant d'être réintégré fissa sous la pression d'une partie des salariés à Nantes, montés au front.

Des fous, des margoulins!

De retour à l'antenne, on lui promet de nouvelles collaborations. Offre soumise à conditions: il lui faut faire le bouche-trou dans le réseau des 44 stations locales du pays, selon les besoins du planning. Au passage, France Bleu Loire Océan, reniant son nom, supprime sa chronique régulière *De la Loire à l'Océan*. Après 28 années d'antenne, ça sent l'élimination lente. À 53 ans, «l'animateur agréable et corvéable à merci» devra cumuler les petits contrats à Bordeaux, Laval, Quimper... aux dépens de sa vie de famille, en dépit du bon sens. Son réseau, son carnet d'adresses étant à Nantes, il est nettement moins opérant à chaque nouveau parachutage... Peu importe. M^e Fretin parle «de harcèlement moral, de mesures de rétorsion» et dénonce le système tordu du recours aux emplois temporaires propre à Radio France: 16000 CDD recensés en 2014! «C'est une boîte de fous dirigée par des margoulins incompetents qui fonctionnent au clientélisme», balance l'animateur

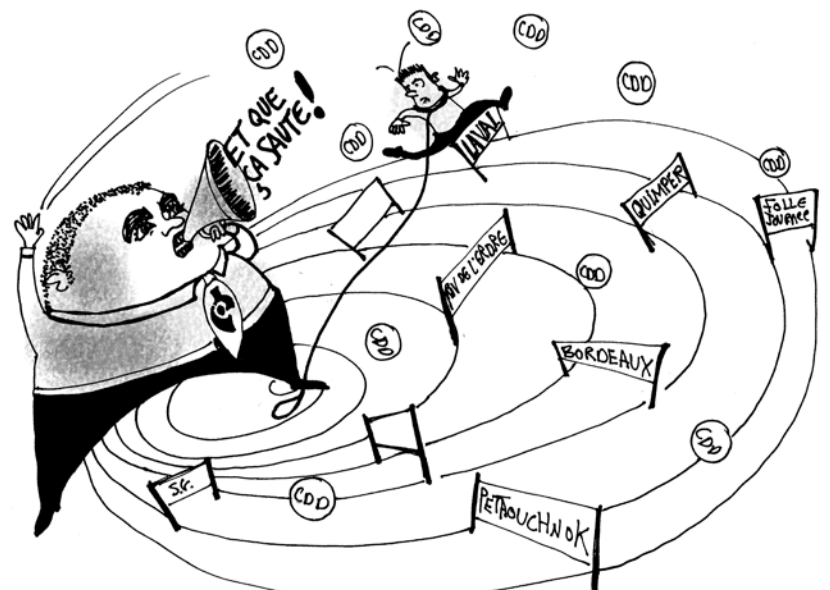
aujourd'hui sans boulot.

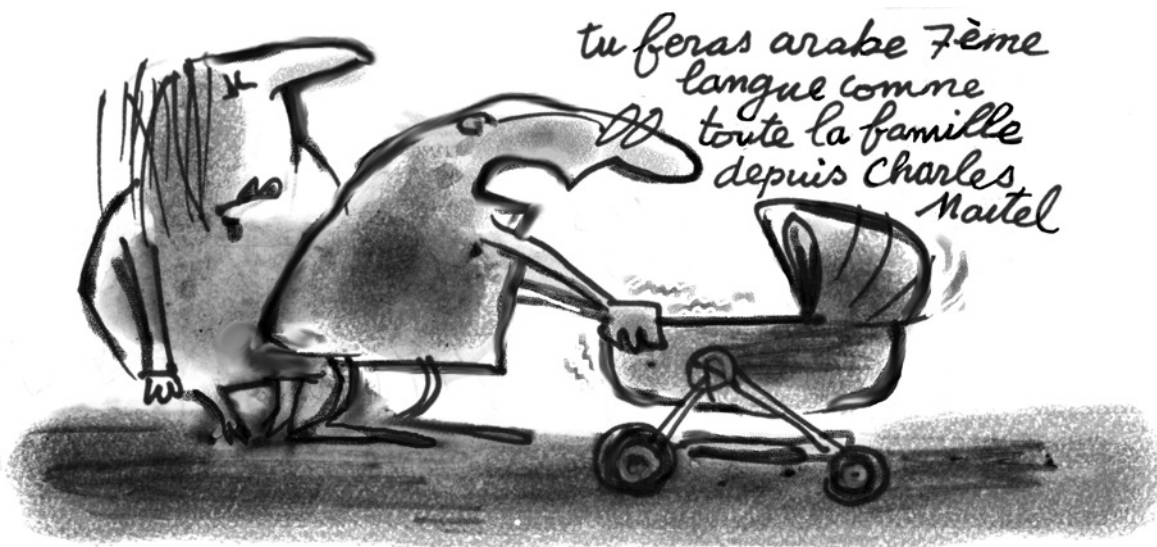
Plus haut la radio

C'est le style j'te prends, j'te jette: *Au début ça surprend, après aussi*. Les CDD, les piges à per-pète, les cachets... «C'est un formalisme respecté dans l'audiovisuel. Il n'y a rien à redire et d'ailleurs M. Gerles n'a jamais rien contesté», note Saskia Henninger, l'avocate de Radio France. La chronique supprimée? «C'est un peu maladroit mais enfin, ça a duré trois ans et c'est bien assez.» En somme, *La voix est libre*. Sa demande d'intégration en CDI à la locale de Nantes? «Il n'y a jamais eu de création de poste à Nantes en contrat à durée indéterminée. On lui a proposé un poste à Poitiers qu'il a refusé», dit l'avocate qui évoque des opportunités à Reims, en Corse, à Aix, etc. où «il serait prioritaire», jure-t-elle. Enfin, «il n'y a pas de harcèlement et aucune mesure de rétorsion» dans ce dossier. Écoutez, ça n'a rien à voir: avant d'entamer une procédure, Vincent Gerles, qui bossait parfois jusqu'à 50 heures dans la semaine, s'est vu proposer plusieurs contrats, en CDD, en cachets d'intermittent, qu'il a déclinés sur les conseils de son avocate. La suppression de ses chroniques et par ricochet sa mise à l'écart progressive de l'antenne seraient donc liées à «des contraintes budgétaires inédites». «C'était une directive nationale: Vincent Gerles savait qu'il bosserait moins», dit l'avocat de Radio France, écartant toute possibilité de requalification en CDI. La décision sera rendue le 2 février 2017. Pas sûr que la ligne de défense du conseil de Radio France ait convaincu les prud'hommes. Radio France, *La différence ne supporte pas les interférences*. ■

Anis Mauresque

* «Précarité à Radio France: à partir de combien de CDD le système va-t-il exploser?», *Télérama* (16/07/2015)/ «Précaires de Radio France: dans l'enfer du planning», *Les Échos* (01/04/15)/ «Contrats précaires pour médias publics», *Stratégies* (24/01/2013)/ «Radio France condamné pour précarité», *Le Figaro* (27/11/2007)/ «Le ras-le-micro des pigistes et précaires», *Libération* (16/05/2005), etc.





Carte biseautée

Ton papa aussi, il est géostratège ?

Le collège, c'est un placement social. Quitte à fuir les bahuts mal placés.

UN collège flambant neuf avec 22 à 23 élèves par classe, paradis pour les enfants et les enseignants? Oui mais non. Il existe un bahut, Sophie-Germain*, qui, six ans après son ouverture, accueille à peine 250 potaches au lieu des 300 prévus. Il fonctionne dans une culture de projet, caractéristique du réseau d'éducation prioritaire. Chaque élève bénéficie de l'accompagnement de deux PP (petit nom pour «prof principal»). Ah oui, au fait, ce collège se situe dans le quartier Pré-Gauchet, autrement dit, à deux jets de pétard de Malakoff, ses barres de HLM et ses Noirs, Beurs et Blancs pauvres. Carrement effrayant pour nombre

de parents lobotomisés par la bé-éffémisation ambiante. Cas concret avec les CM² de l'école Stalingrad: selon la carte scolaire, 16 d'entre eux, soit les deux tiers de l'effectif, auraient dû rejoindre Sophie-Germain en passant en sixième en septembre dernier. Au final, seuls deux y ont fait leur rentrée. Inscriptions dans le privé, options opportunistes dérogatoires (arabe ou chinois, mais sans vrais Arabes ou Chinois) ou, mieux, déménagement (si, si): la stratégie de l'évitement des familles est sans limite. Pendant ce temps, ados et pré-ados de familles respectables se serrent comme des sardines à Victor-Hugo, quartier Talensac, autrement trié sur le volet social.

Mais surchargé, à 30 par classe. L'ambiance y est si saumâtre que le proviseur rame pour trouver un PP par classe. Mais tremblez, ô géniteurs inconscients! La collectivité compétente, le département, affiche une détermination sans faille à «renforcer la mixité sociale au collège» et à «lutter contre les inégalités scolaires». La Loire-Inférieure fait même partie d'une expérimentation conduite à l'échelle nationale. Avec des ateliers de géographie pour les parents et un seul sujet d'étude, la carte scolaire. ■

Augustin Freineur

* du nom de la mathématicienne du XIX^e qui dut affronter le crétinisme et le machisme des scientifiques de l'époque.

Tropique du trop-plein

Leçon de résistance

LE journalisme, c'est pas de la gnognotte. Au cœur même de l'info live directement instantanée sur l'instant, Ouest-France narre (29/09) une rencontre dans ses locaux, de lecteurs avec un chanteur et une chanteuse du spectacle de showbiz Résiste, dix jours avant le spectacle au Zénith – faut bien faire de la promo. L'article souligne qu'une participante à la rencontre demande aux interprètes: «Chanter et danser en même temps, c'est pas trop difficile?» Et la réponse est retranscrite, limpide: «Si, trop!» On approche bien là de la quintessence des grands principes maison énoncés en ces termes choisis: «Dire sans nuire, montrer sans choquer, témoigner sans agresser, dénoncer sans condamner». Quoique ce «trop» soit un peu nuisiblement choquant, un brin agressivoïde et possiblement condamnable. ■

Couleur locale

Maque Beauj'

Au feu au feu les pimpiers

DANS son bouquin sur ND des Landes*, Françoise Verchère dit que la pseudo démocratie, c'est de faire discuter par les citoyens la couleur de la peinture d'un équipement imposé sans autre place à discussion. Au club de foot, c'est pareil. Le FC Nantes a lancé une opération du choix des couleurs des sièges, par vote, c'est quand même important. L'opération est dotée d'un hashtag, comme il se doit: «#PIMPMABEAUJOIRE! À vous, supporters, de choisir les couleurs de votre stade! Une première en France!»** On vote sur le site pimpmabeaujoire.fc Nantes.com. Bravo à la lumineuse trouvaille sémantique de l'agence de com qui a usé d'adjectif abrégé, haut en couleurs pimpantes. Mais c'est curieux, ce nom de «pimpmabeaujoire», sachant qu'en anglais

«pimp», c'est un maquereau, un proxénète, un barbeau, un souteneur. Un «agent de galanterie» pour les amateurs d'euphémismes. Sans doute que, pute borgne, le foot, c'est tellement pro que c'est net. ■

* Notre-Dame-des-Landes, la fabrication d'un mensonge d'État, éd. Tim Buctu

** 20 Minutes, 21 septembre 2016



Loin s'en faut

Les sans-dents relégués au pôle sud

Deux bornes pour décentraliser le sans-abri.

CASSE-TOI, pauvre bougr'! En 2019, les bains douches municipaux des SDF bougent plus loin. Officiellement pour former un ensemble avec le restaurant social Pierre-Landais qui accueille aussi les gens de la rue, mais à deux kilomètres de là, plus au sud, dans une rue à l'écart de l'île de Nantes, loin donc de la bienséance bourgeoise et de ses spots fétiches, Radisson Blu, Carré Lafayette, rue Crébillon... Ce regroupement créera même, selon le bla bla municipal, un «pôle d'accueil, de restauration, de santé et d'hygiène» qui sera un «équipement central dans la ville». Si central qu'il sera justement plus éloigné du centre-ville que les actuels bains-douches. Officieusement, ça permet aussi de dégager du paysage du centre ville les pauvres qui dénaturent durablement la fonction attractivité du centre boutique nantais. Bien timide, cette décentralisation des gueux. Pourquoi ne pas passer à leur dématérialisation? ■

Image dégradée

Rezé débordé par la cagade

Surutiliser les caca rooms mobiles, est excrêmement chiant.

Adjoint à la gestion excrémentielle publique à Rezé, Didier Quéraud est bien emmerdé. En juillet 2015, à Trentemoult, la Ville a étroné, étreigné pardon, un nouveau goguenot public, autonome et mobile, tip top, inox. Des toilettes sèches, forcément très sobres. Ça siphonne les urines et met à part le caca. Les odeurs sont supposées se ventiler par elles-mêmes comme des grandes.

L'élue vante urbi et orbi cette innovation de cabine-pipi-cacabane, stade ultime de la déjection municipalisée, achetée 20 000€ à une entreprise d'insertion du Morbihan gérée par l'association des

Paralysés de France. Un an après cette belle et bonne action, catastrophe, le cagouince est victime d'overdose et l'adjoint doit reconnaître que tout a merdé: «Le récipient dans lequel les excréments arrivaient n'était pas assez volumineux (...) débordait et polluait. La mission et l'image de la Ville étaient dégradées», ajoutant finement que «C'est un problème de santé publique. Cette surutilisation a mis en lumière un réel besoin.»

Mais on ne sait pas s'il parle plus de gros besoins ou de petits besoins. ■

* Ouest-France, 13 août 2016.



Pouah et mesures

Canal historique

DE tous temps, la municipalité a su entraver un problème. Exemple avec le canal Cadet-Dubois, totalement oublié. Créé en 1840, dégueulant dans le canal Saint-Félix, cette tranchée d'égout à ciel ouvert est censée évacuer les eaux sales des entreprises qui bordent le cloaque. En 1897, on rebouche tout. Pour rouvrir aussitôt, à la demande du ministère de la Guerre, et y enfouir 517 boîtes de conserve de viande avariée*. Contre la flotte polluée et la bidoche pourrie, votez propre. ■

* Le Champ de Mars à Nantes de sa création à 2010, Marie-Paule Louers, éditions La Madeleine à Lulu, 12 €.

Baille baille

Par le fond, le Maillé-Brézé!

Les fans du rafiote militaire parlent fonds.

LA campagne de financement participatif vise à «mettre en valeur ce patrimoine naval». Ambitieux et post moderne, le projet vise à passer le cap du numérique, avec 20 000€ de dons pour une «sonorisation de différents espaces du musée, projection de vidéos et d'animations, éclairage nocturne». Flache baque: en 1983 sous la houlette de l'un des principaux bétonneurs du coin, François-Régis Bouyer, l'association Nantes marine tradition se crée pour «faire revivre le passé maritime» local. La Royale lui refille cet escorte d'escadre désarmé qui est autant couleur

locale que la bouillabaisse à Lille. Le tout avec compliments et soutien des divers élus locaux qui versent régulièrement des subventions. Nantes ne fut jamais port militaire, juste premier port négrier français, ce qui a gavé de louis d'or quelques familles futées et boosté la construction navale. De là à faire de ce tas de tôles grises assemblé à Lorient le «symbole du savoir faire des chantiers navals» de la Loire, il y a un fleuve allègrement franchi par ces nostalgiques de la Royale. Appel à contributions: qui aurait un vilebrequin avec une mèche maousse? ■

À la fortune du spot

LE festival Spot recrute un chargé de com: «La Ville de Nantes mène une politique publique de soutien à l'engagement des jeunes de 16 à 25 ans. Dans ce cadre, elle a créé le festival SPOT en 2011, dont l'ambition est de valoriser l'engagement, les talents, la créativité et l'innovation en favorisant l'expression des jeunes.»* Pour encourager ces talents de trimard de la com, on a mis le paquet. Rémunération: 554,40€ par mois, et un ticket resto à 8,80 par jour ouvrable. La précarité est un spot de combat. ■

* www.profilculture.com/annonce/charge-communication-154871.html

Accoord: l'art du sociocul de sac

La structure qui gère les centres sociaux se centre sur l'antisocial.



DEUX offres de postes en même temps, début décembre. On cherche une animatrice au Clos-Toreau, et une directrice du centre social. Faut bien remplacer celles qu'on a virées à trois mois d'écart. Sauf que la première était victime de la seconde. Pas une seconde, la direction de l'Accoord n'a pensé réintégrer la victime. Depuis la rentrée, l'intersyndicale CGT-FO-FSU s'est remuée mais rien n'y a fait. On est fier, en haut lieu de cette boutique de 700 salariés, lourde d'un passif de conflits récurrents avec ses directeurs successifs depuis les années 1980. L'animatrice a été virée début août, juste pour éviter les vagues, loin des plages. La rentrée a quand même été élaboussée, le personnel se mobilisant pour défendre cette animatrice socio culturelle en poste depuis dix ans, jamais aucune sanction. Au printemps, la directrice du Clos-Toreau perdait ses demandes de congés posés bien à l'avance, oubliait de lui refiler ses chèques déjeuner, annulait des rendez-vous sans prévenir, refusait tout net de lui parler. L'animatrice lui a demandé une médiation en décembre 2015: le rendez-vous obtenu deux mois après est annulé au dernier moment. Ce climat pourri est dénoncé par le CHSCT, comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, lors de la procédure de licenciement, et le big boss devra bien le reconnaître à la mi-septembre après un audit du personnel du Clos Toreau: «L'expression d'une partie des salariés montre à l'évidence des difficultés sérieuses de management de la part de la directrice d'équipement qui mettent en souffrance une partie de l'équipe.» Quinze jours après, cette génératrice de mal-être est mise en arrêt maladie, puis virée fin novembre.

Mais avant de se faire jeter, la directrice d'équipement a monté un dossier à charge contre l'animatrice à temps partiel, 28 heures par semaine, qui adapte en permanence ses heures aux projets en cours, comme tous ses collègues. Les motifs du licenciement invoquent des dépassements d'horaires notés au planning que l'équipe tient pourtant bien à jour, mais dont la supérieure hiérarchique n'aurait pas été informée, plaçant l'employeur «en risque social». En fait, la directrice du centre aurait «égéré ses feuilles de temps» ou «omis» de les valider. Le licenciement égrène une collection de motifs: on blâme l'animatrice de trop en faire pour un partenariat avec l'association Gaza Jérusalem: «Le sujet certes vous intéresse, mais ce n'est pas un projet Accoord.» Pas projet mais bien partenariat: c'est subtil. Une fois elle n'a pas utilisé le bon logo, une autre fois elle fait ajouter le bon logo sur une invitation officielle passée par la mairie, qui l'avait oublié. La DRH martèle que le premier carton d'invitation à 200 exemplaires a été «falsifié»... Accusation mensongère, a prouvé le président de l'asso Gaza Jérusalem. «Si on tombe pour des motifs pareils, on va tous y passer», dit un salarié du siège. Grèves, débrayages, manifs, pétition, rien n'y a fait. La direction est trop occupée à courir après son objectif de «participer au développement d'un mieux vivre ensemble». L'animatrice virée, la cinquantaine, seule avec deux enfants, pourra toujours méditer en relisant que «l'ambition de l'Accoord intègre donc une dimension émancipatrice qui vise l'individu dans sa singularité, mais qui vise aussi le développement de lien social et par la même la cohésion sociale.» ■

Éric Knout-Reichaffen

Garde à ventre

ON a découvert la pathologie de la «phobie administrative» auto-diagnostiquée par Thomas Thevenoud en se faisant virer en septembre 2014 du gouvernement pour oublis fiscaux, voilà que le syndrome atteint les flics nantais. Lors d'une manif sauvage devant le palais de justice (Ouest-France, 03/11), un ponte syndical lâche: «Ce n'est pas la peur au ventre de la voie publique qui nous paralyse, c'est celle de l'administration», un collègue ayant été collé en garde à vue près de Grenoble. Pour redonner du cœur au ventre, vivement la privatisation de la police. ■

Couac 40

Vinci vincible

La prestigieuse agence de presse Bloomberg est tombée dans le panneau, tout comme sa rivale Dow Jones. Le 22 novembre à 16h05, un – faux – communiqué signé Vinci, avec une adresse e-mail fautive mais plausible, annonce 3,5 milliards d'euros de malversations financières découvertes par un audit interne du groupe ainsi que les sanctions, le dirlo financier viré illico. Le texte est téléchargeable sur un faux site web monté de toutes pièces, qui a aspiré tous les vrais contenus du site authentique. Bloomberg relaie l'info world wide et même au-delà. Boum. L'action Vinci dégringole en bourse de 18% en neuf minutes. Responsables: les algorithmes de trading à haute fréquence qui déclenchent automatiquement des ordres de vente en cascade surmultipliant la dégringolade des cours. À 16h44, un démenti tombe, signé Vinci. Mais c'est encore un faux. Il faut plus d'une heure pour qu'un vrai de vrai démenti sorte de chez Vinci officiel-patenté-garanti. Apparemment, cette attaque d'usurpateurs est une première dans le club du CAC 40. L'enquête soupçonne des boursicoteurs fûtés. Aucun triton zadiste n'est mis en cause à ce stade, les connaissances fines des mécanismes boursiers ne semblent pas faire partie du kit de survie en zone humide. ■

Dragée haute

Mariez-vous tendance. Le salon du mariage dicte la mode du moment: «Bohème chic, jusque dans la coiffure, avec un chignon flou et des headbands (serre-têtes) de fleurs.» (Ouest-France, 10/11). Pour le divorce, prévoyez les cheveux en pétard. ■

Parasites

Des bestioles ont envahi le flambant neuf îlot HLM Confluent à Rezé (Ouest-France, 26/11). Le bailleur social a envoyé son directeur pour rassurer: «Cet insecte n'est pas dangereux», mais tout de suite moins rassurant, «nous allons demander à un de nos fournisseurs de l'identifier». Pas de quoi paniquer, on ne sait juste rien de cet envahisseur. ■

Votre abstention, SVP

En avril dernier, Karine Daniel avait décroché un genre de record, élue députée avec 74,23% d'abstention (et près de 12% de votes blancs). En novembre, Yann Trichard a fait mieux: élu à la chambre de commerce et d'industrie avec 88,57% d'abstention. Le Medef bat le PS 1 à zéro. ■

*En 2013, c'était 86,4% d'abstention.

ZAD PARTOUT

LE FIGARO INQUIET



● À Turballes réelles

Presse-O (30/11) enfle son gilet pare-balles et aligne cinq colonnes* pour ne rien dire de plus que ce qu'on voit dans un docu de propagande repris par Canal+: un type de dos, kalachnikov aux pieds, porte un sweat shirt siglé «L'Embarcadère. La Turballe». On tremble: les racines du djihad à notre porte... Seule info, la fringue daterait d'avant 2005. Ouest-France, France bleu Loire Océan sont tombés dans le même panneau. Terreur 404. ■

* Sans doute une allusion à la 5^e colonne...

● À qui de droite

Le FN44 a adressé le 1^{er} décembre à la presse une copie d'un droit de réponse, pour une histoire d'imam et de pseudo théorie du genre, son fonds de commerce. Le FN 44 a intitulé son courriel «droite de réponse». Le lapsus mériterait d'être poussé à l'extrême. ■

● Ça se complique grave

Dérapiage de chimio, apparemment. Trois morts au CHU, «semaine 45». La précision n'est pas à la seconde. L'hôpital, qui soigne ses euphémismes, parle de «la survenue de complications graves», terme repris dans le titre du rapport de l'IGAS, l'Inspection générale des affaires sociales qui les qualifie aussi d'«événements indésirables graves» dits «EIG». Les complications bénignes, c'est quand on meurt pas gravement. ■

● Dessins solidaires

Comme à Angoulême, Paris, Marseille, Lyon, l'asso Encrages* expose et vend des dessins originaux d'artistes et illustrateurs nantais au profit des associations et collectifs pour l'accueil des réfugiés. ■

Jusqu'au 5 février 2017, Le Brocéliande, 40 rue du préfet Bonnefoy, 44000 Nantes.

* <https://encrages.org/>

Cornet à piston

Service comprimé

ON ne supprime par les déchets, on les densifie. C'est présenté comme une «innovation»: depuis juillet dernier, les facteurs de Guérande, transformés en VRP, tentent de fourguer à des restos, en plus du courrier et des factures, une machine miracle, made in Guérande au bout de la rue, qui compacte les déchets. «Unique modèle au monde», ce grand tube en inox se fait bourrer le piston par une presse hydraulique planquée à l'intérieur qui marche à l'électricité et fait des compressions promises huit fois plus riquiqui que le paquet de départ. Ça fait du comprimé et a même été primé au concours Lépine 2016. Génial: le primé au concours fait du comprimé dans la cour. On n'attend plus que les restes de hachis Parmentier de la veille en gélules du lendemain? ■

Qui ça ?

Ont œuvré à ce numéro: Fred Crayon, Pich, Yas, Frap!, Bib's, Hurlu Beurlu, Irresponsab' Studio, Matthieu Dunhill, Émile Ehunuy, Sybille Decloune pour les gribouillages, Jules de Chez Smith, Anis Mauresque, Sophie Nasri, Pascale Hibrage, Nicolas de la Casinière pour le reste.

Directeur de publication: Nicolas de la Casinière.

N°ISSN: 1270-4911 - N°CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lettre à Leuleu.

Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par

l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.



Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : chèque à l'ordre de
Prénom : La Lettre à Leuleu
Adresse : 11 rue des Olivettes
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement en
..... ligne via notre site (ci-
email : dessus) et via Paypal.